

Communistes

www.PCF.fr

Comprendre la crise agricole (p. 3)



Vidéo

Stéphane Peu :
« M. Lecornu, nous
CENSURONS
la continuité
de votre
politique ! »

Femmes, communistes et résistantes

(p.4)

Caracoler

Pourquoi les Bourses caracolent alors que sévit la furia activiste de Trump ? C'est le chroniqueur économique du *Figaro* Hervé Rousseau qui pose la question et semble s'étonner. Sous-entendu : les marchés seraient plutôt pondérés et l'agitation du monde devrait les affoler. Bref, Trump serait fou et les marchés sages. Mais on peut formuler autrement le problème : les Bourses caracolent parce que l'affrontement, le conflit, le rapport de forces, la prédation, la guerre, finalement, ça leur va. Elles aiment ça, ou du moins elles en ont besoin, pour se répartir les richesses, les territoires, les capitaux, les profits. Résultat ? Plus Trump s'agite, plus les Bourses enchaînent les records.🌟

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Politique fiction

Maria Carolina de Bourbon des Deux-Siciles, descendante de Louis XIV, et sa majesté le prince Jordan de Bordello, président de la république familiale royale de Montretout...

Vive
Saint-Cloud !

Poil aux
genoux !



Chantal Montellier 2026

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

4 février, à partir de 9 h : Colloque : L'exploitation agricole familiale française à la croisée des chemins, organisé avec le soutien la commission Agriculture, pêche, forêt du PCF. Espace Niemeyer, siège du PCF, Paris (75019)

4 février, à partir de 18 h : Rassemblement pour Mumia Abu Jamal. Place de la Concorde, angle Jardin des Tuileries/rue de Rivoli, Paris (75008)

5 février, à partir de 9 h : Assemblée générale départementale des vétérans. Salle des fêtes, Tronget (03)

8 février, à partir de 15 h : Les communistes d'Elne vous invitent à leur grande rife annuelle : jambons, tripacks de vins, paniers de légumes attendent d'être gagnés ! Salle Esther-Senot, Mairie d'Elne (66)

18 février, à partir de 18 h 30 : Conférence-débat essentielle avec Patrick Le Hyaric. Face aux reculs sociaux, aux dangers pour la paix et à l'offensive réactionnaire, organisons la riposte populaire. Salle Rosa Bonheur, La Norville (91)

21 février, à partir de 18 h 30 : Colloque « Faire vivre la mémoire de la résistance des femmes ». Avec la participation de Jean David Morvan, dessinateur, Sylvie Zaidman, conservatrice générale du patrimoine, directrice du Musée de la Libération / Leclerc / Jean Moulin, Sabine Pesier, co-présidente du Mémorial national des femmes en résistance. Siège du PCF (75019)

18 avril, à partir de 11 h 30 : Grand banquet des vétérans et leurs amis, présidé par Igor Zamichie, coordinateur de l'exécutif national. Salle des fêtes, Saint Sornin (03)

Programme de l'Huma-café® de Nantes, de janvier à juin 2026, au lieu unique, quai Ferdinand-Favre (44)

13 février, 18 h : Pour un monde plus juste et écologique, une Sécurité sociale de l'alimentation ?

13 mars, 18 h : Culture en péril, que faire ? Avec le collectif « Culture en Lutte 44 », qui regroupe des professionnel-le-s, des syndicats, des associations, pour organiser et visibiliser les luttes, mais aussi réfléchir à des propositions collectives.

17 avril, 18 h : Attention, Stérin miné. Avec Thomas Lemahieu, grand reporter, membre du pôle Enquêtes de l'Humanité.

29 mai, 18 h : Santé mentale en crise, symp-

tôme d'une société en souffrance ? Avec Angélique Mounier-Kuhn.

19 juin, 18 h : Faire l'histoire du matrimoine féministe... et la transmettre. Avec Christine Bard.

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL PÉRI

Séance 5 des ateliers d'histoire du communisme

Vendredi 6 février 2026, 14h-17h

Fondation Gabriel Péri (22^e étage de la Tour Essor - 14 rue Scandicci - 93500 Pantin)

Cette séance se propose d'explorer les dynamiques de construction et de consolidation d'une assise communiste à l'échelle municipale et locale pendant le Front populaire. Avec : Emmanuel Bellanger, directeur de recherche au CNRS. Mathis Bloch, doctorant en histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Geoffrey Poitou, doctorant en histoire contemporaine à l'Université de Strasbourg. Animation: Louise Bur Palmieri, doctorante en histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

<https://gabrielperi.fr/archives-histoires/le-front-populaire-a-lechelle-locale>

Commémoration de la répression du 8 février 1962 au métro Charonne

Lundi 9 février 2026

Hommage aux neuf victimes de la répression sauvage du 8 février 1962

À 11 h 30 : Métro Charonne, place du 8 Février 1962.

Dépôt de gerbes auprès des plaques dans le métro avec prise de parole d'Arnaud Mocquet, secrétaire général de la CGT RATP-Métro-RER

À l'entrée du Métro, prise de parole de Ian Brossat, sénateur de Paris, pour le PCF ; de Vincent Gautheron, secrétaire général de l'Union régionale CGT Île-de-France, sous la présidence du comité Vérité et Justice pour Charonne.

À 13 h : Cimetière du Père-Lachaise, dépôt de gerbes

Comprendre la crise agricole

Cette nouvelle édition d Salon international de l'Agriculture s'annonce animée, dans la mesure où les campagnes françaises ont tout d'une poudrière. De la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) à l'accord commercial UE-Mercosur, en passant par les importantes difficultés économiques rencontrées par les agriculteurs et les effets toujours plus marqués du dérèglement climatique, les crises se multiplient et s'entrechoquent.

Ne soyons pas aveuglés par l'actualité et ordonnons notre analyse. Adoptons une approche résolument matérialiste de la crise agricole, dont les manifestations sanitaires, économiques, géopolitiques ou environnementales ont une cause commune, à savoir le processus d'absorption de l'agriculture dans et par le mode de production capitaliste (MPC). L'accord UE-Mercosur s'inscrit délibérément dans un processus de mise en concurrence internationale des producteurs pour réduire le prix des denrées agricoles. La DNC pose la question de la dépendance de notre politique sanitaire aux intérêts de firmes pharmaceutiques, faute de pôle public de production et de distribution de doses de vaccin. Le dérèglement climatique provient bien d'activités humaines qui, dans le cadre du MPC, se fondent sur l'exploitation de l'Homme et de la nature. Quant à la faiblesse des revenus agricoles et la très forte dépendance de ces derniers aux soutiens publics, il s'agit surtout d'une question de partage de la valeur ajoutée



agroalimentaire entre l'agriculture et un puissant complexe agro-industriel. Ce dernier regroupe aussi bien des fournisseurs (firmes semencières, industrie phytopharmaceutique, fabricants de machines agricoles, groupes pétroliers, etc.), des financeurs (banques) que des clients de l'agriculteur (négociants, industrie agroalimentaire, grande distribution, chaînes de restauration, etc.). À chaque reprise, c'est bien un double mouvement de déve-

loppement du capitalisme à partir de l'agriculture, mais aussi en son sein, qui est en cause.

De même, il est grand temps d'arrêter de mobiliser les concepts de « profession agricole » ou de « paysannerie », particulièrement malheureux car terriblement essentialistes. Le monde agricole n'est pas un ensemble homogène, mais un amas de couches sociales aux intérêts parfois antagonistes. En effet, le processus d'absorption de l'agriculture dans et par le MPC se traduit notamment par une intense concentration des unités de production, d'où une concurrence accrue entre agriculteurs pour le partage de l'eau et de la terre. Il convient également de cesser de penser que les chefs d'exploitation sont les seuls travailleurs de la terre. D'après l'Institut de recherches économiques et sociales, près de la moitié du volume de travail agricole repose sur de la force de travail salariée. Mais, trop souvent, les salariés agricoles demeurent les grands invisibles de l'agriculture.

Ainsi, pour comprendre la crise agricole, il est plus que jamais temps d'affiner notre bagage théorique pour affûter notre regard, construire notre analyse et agir en conséquent. ✪

Jonathan Dubrulle

Co-animateur de la commission
Agriculture Pêche Forêt

Femmes, communistes et résistantes

« Le grand nom de Danielle Casanova est le symbole [...] de ces femmes qui, comme elle, ont lutté pour la France et pour la liberté, ces femmes «sans lesquelles, comme l'a dit le colonel Rol-Tanguy, la résistance n'eût pas été possible», ces femmes qui assuraient les liaisons, transportaient les armes, faisaient le coup de feu dans le maquis ou sur les barricades de Paris. »

Ces mots de Simone Téry dans sa biographie de Danielle Casanova (*Du Soleil plein le cœur*) résument le sort fait à la mémoire et à l'histoire des résistantes : tombées dans l'oubli ou reléguées à l'arrière-plan, les femmes sont restées « à l'ombre des héros », d'après le bel intitulé de la thèse de Sarah Chabert.

Après la guerre, et parce qu'elles avaient pris une part active dans la Résistance contre les nazis et les collabos, les femmes sont devenues électrices et éligibles. Mais l'histoire a continué de s'écrire au masculin. En effet, si l'on se penche sur la mémoire de la Résistance, un modèle d'héroïsme militaire a contribué à rejeter dans l'ombre des résistants qui ont contribué à la victoire, notamment les femmes, dont le rôle a longtemps été sous-estimé.

Une soirée sera donc consacrée à la mise en lumière et en valeur des femmes résistantes, et plus particulièrement des femmes communistes, qui se trouvent à l'intersection d'une double silenciation. Cet événement s'inscrit dans la foulée du 80^e anniversaire de la Libération et de la première participation des femmes à une élection, comme électrices et candidates, et le jour de celui de l'exé-

cution du groupe Manouchian. Il fait également écho à la panthéonisation de Missak et Mélinée en 2025.

Alors que les résistantes nous quittent et que leur parole vivante s'éteint, comment écrire et transmettre l'histoire de celles qui ont peu pris la plume et à qui on a peu donné la parole ? L'enjeu est double : mémoriel et politique, pour en faire des modèles d'engagement auprès des jeunes générations.

Pour en discuter, nous invitons Dominique Bertail et Jean-David Morvan, auteurs de la bande-dessinée consacrée à Madeleine Riffaud, notre ancien secrétaire national Pierre Laurent qui évoquera sa grand-mère Germaine Duchauffour-Rougies, Juste parmi les nations, Sandrine Treiner, ancienne directrice de France Culture pour sa biographie d'Olga Bancic (à paraître), Sabine Pésier en sa qualité de co-présidente du Mémorial national des femmes en résistance, Sylvie Zaidman, conservatrice et directrice du Musée de la Libération, et Carine Delahaie, rédactrice en cheffe de *Clara Magazine*.

À cette occasion, nous éditons une brochure illustrée présentant les femmes suivantes : Olga Bancic, Elsa Barraine, Rosine Bet, Madeleine Braun, Danielle Casanova, Martha Desrumeaux, Germaine Duchauffour-Rougies, Rywka Frid, Berthe Hirsch, Marie Massonnat, Maria Mousson, Macha Ravine, Lise Ricol-London, Madeleine Riffaud, Cécile Rol-Tanguy, Jeanine Sontag, Elsa Triolet, Marie-Claude Vaillant-Couturier.✪

Elsa Siffert



Tarn : la citoyenneté s'apprend en la pratiquant

Commune du nord du Tarn, située à proximité immédiate de Carmaux et au cœur de l'ancien bassin minier, Saint-Benoît-de-Carmaux compte près de 2 100 habitants. Ville populaire, marquée par une forte histoire ouvrière et solidaire, elle porte des valeurs de justice sociale, d'émancipation et de participation citoyenne qui guident l'action municipale. Élu maire en 2011, à la tête d'une équipe municipale issue d'une majorité communiste et de gauche, j'ai inscrit le mandat 2020-2026 dans la continuité de ces engagements, avec une priorité claire : l'école, la jeunesse et l'apprentissage de la citoyenneté. Cette ambition repose sur un travail collectif au sein de l'exécutif municipal et sur l'engagement constant de la première adjointe, Djamila Bonfanti, en charge depuis plus de dix ans des questions éducatives et citoyennes, notamment du Conseil municipal des enfants.

À Saint-Benoît-de-Carmaux, l'école publique n'est pas une dépense mais un investissement pour l'avenir. La municipalité a ainsi engagé plusieurs actions concrètes : rénovation de l'école de Fontgrande Jean-Ferrat, amélioration de l'accueil périscolaire et soutien aux projets pédagogiques menés avec les équipes enseignantes et les parents. L'objectif est de garantir à chaque enfant une école publique de qualité, attentive à l'égalité des chances et au bien-être.

La jeunesse est au cœur de l'action municipale. La commune a développé des équipements de loisirs et sportifs accessibles à tous, soutenu les associations œuvrant pour les jeunes et favorisé leur engagement citoyen, leur autonomie et leur responsabilisation. La création et la pérennisation du Conseil municipal des enfants constituent l'une des grandes réussites de l'action municipale. Animé avec constance par Djamila Bonfanti, ce dispositif permet aux jeunes de découvrir le fonctionnement communal, de débattre, de proposer et de participer concrètement à la décision publique. La parole des enfants y est écoutée et traduite en actions.

Le projet du city-stade illustre pleinement cette démarche participative. Construit avec l'implication directe du Conseil municipal des enfants, il est devenu un véritable lieu de sport, de rencontres et de lien social. Situé à proximité des établissements scolaires, il bénéficie aujourd'hui à plus de 1 400 enfants et adolescents. Ce projet incarne une conviction partagée par toute l'équipe municipale : la citoyenneté s'apprend en la pratiquant, dès le plus jeune âge.★

Thierry San Andres

Maire de Saint-Benoît-de-Carmaux



Contrat Jeunes du MEDEF : **Non à la précarité renforcée,** **Oui à la sécurité d'emploi** **et de formation !**

Les récentes propositions du MEDEF – un CDI Jeunes qui n'est pas un CDI avec trois ans de période d'essai, un SMIC Jeunes qui n'est pas un SMIC mais un montant inférieur, et la possibilité de mettre encore plus de jeunes dans des contrats précaires et à temps partiel – ne sont pas une réponse au chômage des jeunes, mais une aggravation de la précarité. Elles reproduisent les pires logiques capitalistes et néolibérales et institutionnalisent encore plus l'insécurité de l'emploi pour les jeunes. Ces propositions tentent de ressusciter en pire le Contrat Première Embauche (CPE) avec 2 ans de période d'essai mis en échec par la mobilisation de la jeunesse il y a 20 ans !

Le PCF refuse de faire des jeunes une variable d'ajustement du marché du travail. La jeunesse ne doit pas être condamnée à l'instabilité et à la surexploitation ! Elle doit pouvoir accéder à un emploi stable, qualifié et bien rémunéré dès le début de sa vie active.

Le PCF porte une alternative claire et ambitieuse :
– Créer un nouveau service public unifié de l'emploi et de la formation professionnelle, centré sur l'accès à l'emploi, à la formation qualifiante et à la sécuri-

sation des parcours professionnels.

– Garantir à tout-e jeune un emploi ou une formation de qualité bien rémunérés correspondant à ses aspirations, stable et durable, en faisant du CDI la norme et en mettant fin aux contrats précaires qui précarisent la vie des jeunes et des salarié-es.

– Avec le MJCF, nous proposons de mettre en œuvre un plan pluriannuel d'embauche pour que l'État et les entreprises engagent la création d'un million d'emplois dans l'industrie et les services publics pour sortir les jeunes de la précarité et révolutionner la France.

– Mobiliser les aides publiques aux entreprises pour qu'elles baissent le coût du capital, non celui dit du travail, et les conditionner à l'embauche de jeunes en CDI et à la formation professionnelle.

– Garantir une rémunération minimale au moins égale au Smic ou au 1er niveau de la grille correspondant à leur qualification pour tous les jeunes en formation ou en alternance.

– Renforcer les droits sociaux et les protections collectives pour que la jeunesse ne soit plus laissée au bon vouloir du marché.

C'est le coût du capital qu'il faut baisser, pas celui



dit «du travail» ni les dépenses sociales, en mobilisant à ces fins le pôle public bancaire et en transformant la fiscalité.

L'emploi des jeunes ne se sécurise pas avec davantage de flexibilité pour le patronat, mais avec des droits concrets et des garanties, une politique publique forte et un service public de l'emploi et de la formation qui mette fin à la précarité massive. Le PCF s'inscrit résolument dans cette voie pour construire de véritables perspectives d'avenir pour les jeunes et pour tout le monde du travail.✳

Parti communiste français
Paris, le 2 février 2026

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire Communistes lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

1-9 février 1936 (5)

Les factieux s'agitent

Pour le deuxième anniversaire du 6 février 1934, le comité régional de coordination PC/PS décide d'une série de meetings en région parisienne pour rendre hommage aux « morts tombés dans la lutte antifasciste » ; les noms des quatre manifestants progressistes tués sont : Vincent Perez, Maurice Bureau, Ernest Schnarbach, Louis Lauchin. Ces meetings sont prévus alors même que les milieux fascistes s'agitent à Paris : avocats d'extrême droite qui attaquent un confrère progressiste au Palais de Justice, défilé d'étudiants d'ultra droite au Quartier Latin, milices armées de « Solidarité française » paradant en uniforme à un meeting à Wagram, ouverture par les Allemands « d'une maison brune » à Paris. Les antifascistes s'organisent. « Un peu de poigne et tout rentrerait dans l'ordre. Mais quelle poigne peut-on attendre de ce gouvernement... », écrit *l'Humanité*. Un rassemblement est donc prévu dimanche 9 février place de la République, à 14 h, « pour barrer la route au fascisme ».

Le jour de la manifestation, un communiqué du PCF lance un dernier appel au « peuple de Paris, du Paris du 14 juillet 1789 et de la Commune de Paris » de

venir nombreux à la République. Le texte se termine ainsi : « Avec nous, en avant pour la République française des soviets ! »



Les quatre manifestants progressistes tués en 1934 sont : Vincent Perez, Maurice Bureau, Ernest Schnarbach, Louis Lauchin.

Marcel Cachin (9 février) appelle à relancer la souscription du Parti afin d'assurer aux 600 candidats communistes aux prochaines législatives un matériel « de propagande » efficace. Son article est ironiquement intitulé « L'or de Moscou ».

Gros succès dimanche 2 du cross de *l'Humanité* à La Courneuve ; on parle de 4 000 participants (« les sportifs ouvriers ») et de 35 000 spectateurs.

À l'occasion de la visite à Paris de Maxime Litvinov, ministre soviétique (commissaire du peuple) des Affaires étrangères, Marcel Cachin en une de *l'Humanité* du 3 février appelle la Chambre des députés à ratifier le « pacte franco-soviétique contre la guerre » (et à confirmer ainsi le traité signé à Moscou en mai 1935), alors que la droite et l'extrême droite déclenchent une violente campagne antisoviétique.

Long article (9 février) de Gabriel Péri intitulé « La paix, partout ! » ; il rappelle l'histoire de la politique communiste depuis le traité de Versailles, celle de l'URSS aussi « désireuse de vivre en bonne intelligence avec tous les pays », l'importance d'un pacte franco-soviétique (combattu par la droite), les différences de positions entre communistes et socialistes ; une analyse qui donne déjà toutes les clés pour comprendre ce qui adviendra trois ans plus tard, le pacte de non-agression germano-soviétique.

À Vienne, le parti communiste autrichien anime une radio clandestine, lançant des appels au front unique ; les émissions se terminent par *l'Internationale* ; la police n'a pas réussi à repérer la station. ☘

Gérard Streiff

Le carré rouge (série) **Le Mur** (2)

En quelques épisodes nous allons vous accompagner pour découvrir le cimetière du Père-Lachaise. Enfin, y prétendre serait présomptueux, aussi au travers d'un aperçu rapide de son histoire, nous nous dirigerons plus particulièrement vers un espace que l'on nommera le « Carré rouge ».

C'est un trou de verdure où chaque dernier week-end de mai chante le Paris républicain, accrochant au « Mur » des couronnes, déposant gerbes et œillets rouges à son pied. Sur le « Mur » une plaque : « Aux morts de la Commune 21-28 mai 1871 » (76e division). Comme le symbole d'un printemps accompli, s'élève alors « Le temps des cerises » de Jean-Baptiste Clément (76e division), puis montent à l'assaut du ciel les couplets de *l'Internationale*, œuvre emblématique d'Eugène Pottier (95e division).

Ici, le 27 mai 1871, acculés par les Versaillais de Thiers, les derniers combattants de la Commune sont massacrés. Le 28, dernier jour de la semaine sanglante, 147 prisonniers sont alignés sur ce mur, fusillés et jetés dans une fosse à son pied.

Tous les ans, depuis mai 1880, a lieu « la montée au Mur ». Le nombre de participants fluctue au gré du contexte politique, de la qualité de l'union des forces organisatrices et des préfets de police.

Dans ce cimetière, 50 communards y sont inhumés. Le 6 avril 1871, Gustave Flourens (66e division), général chargé de la défense de Paris. À partir de 1876 sa sépulture devient le premier point de rassemblements politiques. Se succèdent ainsi, les obsèques de Blanqui en 1881 (91e division avec un gisant de Dalou), 100 000 personnes y assistent ; Delescluze en 1883 (49e division) ; Eugène Pottier en 1887, 10 000 personnes y sont présentes ; Eudes en 1888 (91e division), le cortège est pris dans un guet-apens policier (plus de 100 blessés femmes et enfants), devant la sépulture, Louise Michel prendra la parole. Celles de Jules Vallès en 1885 (66e division) suivies par 100 000 personnes, Vaillant et Longuet y prendront la parole. En 1903 Jean-Baptiste Clé-



ment, 5 000 personnes assistent à ses obsèques. D'autres républicains y furent également inhumés : Ivan Salmon, dit Victor Noir (92e division). Ses obsèques ont lieu le 12 janvier 1870 à Neuilly, et donnent lieu à un rassemblement de 200 000 personnes exigeant son inhumation au Père-Lachaise, ce sera chose faite le 21 mai 1891 avec un gisant réalisé par Dalou ; François-Vincent Raspail (18e division). Le 13 janvier 1878, 400 000 personnes accompagnent, d'Arcueil au Père-Lachaise, le républicain de juillet 1830, de 1848 et de la proclamation de la deuxième République, celui qui votera contre la déclaration de guerre en 1870 et pour l'amnistie des communardes. En 1853, alors qu'il est en prison, sa femme, Henriette Adélaïde Troussot, décède, 50 000 personnes assisteront à ses obsèques. Le caveau réalisé par Antoine Étex représente sa femme voilée, telle un spectre, la main posée sur les barreaux d'une prison.

Le Mur des fédérés est classé monument historique en 1983 et, avec lui, la mémoire révolutionnaire ouvrière française et internationale, porteuse d'un idéal de paix,

de justice sociale et d'émancipation.

D'un simple lieu de repos, le Père-Lachaise deviendra un espace de commémoration politique, de transmission de la mémoire, de manifestations et d'identification des mouvements anarchistes, francs-maçons, socialistes et communistes français ; à partir de 1935, intellectuels, résistant-e-s, dirigeant-e-s du PCF seront inhumé-e-s face au « Mur », lieu que les communistes appellent le carré du Parti. 🇫🇷

Gérard Pellois



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

Solidarité avec le peuple kurde et le Rojava

Depuis début janvier, le régime islamiste d'al-Charaa en Syrie, appuyé par le gouvernement turc et des milices islamistes multiplient les offensives et les crimes contre les Kurdes. Dernièrement, une offensive militaire contre les autorités autonomes du Rojava a plongé la région dans une nouvelle crise humanitaire. Malgré un cessez-le-feu et 11 ans après la victoire héroïque de l'YPG (la milice kurde) à Kobané face à l'offensive de l'État islamique (EI), le projet d'un Kurdistan autonome est menacé de définitivement disparaître.

Derrière ces attaques, l'ambition du nouveau régime est d'asseoir son projet d'une République arabe syrienne centralisée, islamiste et antidémocratique. Ce projet passe par l'anéantissement de l'Administration autonome démocratique du Nord et de l'Est de la Syrie et de ses acquis révolutionnaires uniques au Moyen-Orient: droits politiques et syndicaux, auto-administration, égalité de genre et pluralisme ethnique. Autrefois soutenus par les États occidentaux, dont la France, dans la lutte contre l'EI, les Kurdes de Syrie sont aujourd'hui abandonnés à leur sort. L'Union européenne engage une aide de 620 millions d'euros à la Syrie d'al-Charaa et les gouvernements européens restent silencieux sur la situation au Rojava. Les États-Unis d'Amérique, eux, voient dans la fin de la question kurde un moyen de stabiliser leurs relations avec la Turquie qui appuie directement l'offensive.

En conséquence, la situation humanitaire est catastrophique: des centaines de milliers de civils



déplacés, des centaines de morts, des villes entières privées de ressources vitales et menacées de nettoyage ethnique. La fin du Rojava signe la préservation des intérêts impérialistes et la disparition du seul contre-modèle démocratique, progressiste et émancipateur du Moyen-Orient. En outre, ces attaques marquent le retour sanglant de l'EI avec la libération de milliers de djihadistes. Le MJCF réaffirme son soutien indéfectible au peuple kurde, en première ligne face aux offensives djihadistes, et à la défense des acquis révolutionnaires du Rojava. Il dénonce l'inaction et la responsabilité politique du gouvernement français, qui refuse de reconnaître l'autonomie du Rojava et de prendre les mesures nécessaires pour protéger les populations, et appelle à une mobilisation internationale pour la défense de la révolution et de la dignité humaine.✧

Assan Lakehouli



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

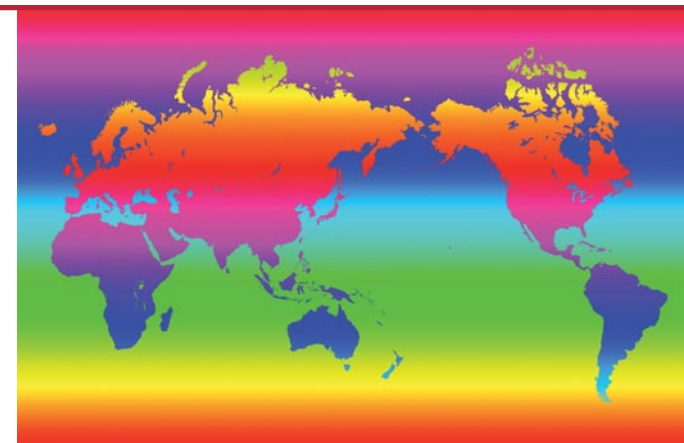
NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Souveraineté de la France, levier pour des coopérations dans l'intérêt des peuples : le combat toujours actuel de la classe ouvrière



« **S** seule la classe ouvrière en tant que classe sauva l'honneur de la France », a écrit François Mauriac. Loin d'être une simple formule historique, cette citation résonne avec une acuité singulière aujourd'hui, à l'heure où notre souveraineté – industrielle comme alimentaire – est plus que jamais menacée. Les « Versaillais-Munichois », pour reprendre une expression de ma jeunesse qui garde toute sa pertinence, n'ont jamais été aussi présents et sans scrupules aux commandes de l'État et dans les cercles du pouvoir économique.

Depuis l'élan du Conseil national de la Résistance (CNR) jusqu'à aujourd'hui, notre parti n'a cessé de mener, sous des formes variées, des batailles essentielles contre un capital spéculateur. Face au Plan Marshall, qui entendait hier mettre notre industrie en coupe réglée, nous avons répondu par de grandes nationalisations, notamment dans le secteur bancaire et l'énergie. Nous avons aussi défendu nos politiques culturelles, la production cinématographique française, nos institutions de pensée, piliers de notre indépendance intellectuelle. Un sursaut patriotique français sur la base des intérêts du peuple français est indispensable pour per-



mettre une meilleure indépendance de l'Europe face aux appétits hégémoniques d'où qu'ils viennent. Il est lié à notre conception de la République, sociale, démocratique, et de la nécessité de redonner à notre pays les moyens de mener une politique en toute indépendance. C'est le levier pour bâtir les coopérations nécessaires, répondant aux intérêts

des peuples et non à ceux du capital, au niveau européen et au niveau international pour répondre aux défis communs de l'humanité.

La liste des entreprises passées sous contrôle américain ou allemand serait à présent trop longue pour un seul numéro de *Communistes*. À l'heure qu'il est, nos industries stratégiques font l'objet d'une infiltra-

tion massive par des fonds de pension sans attaches nationales. À la lumière de cela, on ne peut que mesurer l'importance décisive du programme du CNR, visant à reprendre le contrôle des finances et des industries clés, réalisé grâce à l'impulsion des ministres communistes et au soutien personnel de Charles de Gaulle. En vérité, nous serions en lieu de nous interroger sur ce qu'il resterait aujourd'hui de l'indépendance réelle de notre économie sans le programme du CNR.

Aujourd'hui, nous retrouvons nos ennemis de toujours, au gré de circonstances et de cas de figures différents. La défense de nos intérêts essentiels et de l'intérêt national passe par des combats concrets : le sauvetage de l'entreprise de services numériques ATOS et d'Arquus (anciennement Renault Défense), la sauvegarde du leadership industriel français dans l'avenir du projet de système de combat aérien du futur (SCAF) ou encore dans la production du char du futur avec KNDS, qui équipe les armées françaises, allemandes et ukrainiennes. C'est encore ce qui se joue avec la tentative de rachat du corrézien LMB Aerospace par le groupe Loar Holdings LLC, qui placerait la société sous pavillon américain et donc sous le coup du USA Patriot Act et de la Réglementation américaine sur le trafic d'armes au niveau international (ITAR). Ce sont autant de dossiers où se joue notre capacité à décider par nous-mêmes. De meilleures voies de coopération à l'échelle européenne restent donc à construire, dans le respect de la souveraineté des peuples et des nations, libres et associées.

La responsabilité des communistes est immense. Il nous incombe de réveiller les consciences et d'ouvrir les voies d'une renaissance nationale, pour

construire la « France des jours heureux ». Ces jours heureux, on ne les bâtit pas avec des ordinateurs sous Windows 11, inféodés aux GAFAM. Le dernier document stratégique de l'administration américaine en matière de sécurité est sans ambiguïté : notre peuple et les idées qu'il porte sont perçus comme un péril. Certains rappelleront, non sans ironie, que les Lumières françaises ont pourtant inspiré la Révolution américaine. On imagine sans peine un Beaumarchais, inventeur du droit d'auteur, aujourd'hui arrêté (par les agents de ICE) pour avoir créé le copyright !

Le combat contre l'empire étatsunien et les autres menaces d'ingérence et leurs relais en France doit monter en puissance. Il doit se mener dans les entreprises, sur le terrain économique, et au Parlement, où il faut dénoncer sans relâche les décisions d'un gouvernement minoritaire dans le pays, à la solde des oligarchies. Les salariés doivent voir en notre parti et en ses militants des acteurs résolus de la défense de notre souveraineté et de notre liberté d'agir. C'est cette certitude qui donne une raison de lutter et l'espoir de vaincre.

En 1963, lors de l'un de ses discours concernant le refus de l'entrée du Royaume-Uni dans l'Europe, de Gaulle a dit : « Le peuple est patriote, les bourgeois ne le sont plus, l'esprit d'abandon des élites française est un mal qui menace cycliquement de détruire la France. »

L'honneur de la France, encore une fois, se défendra par et avec sa classe ouvrière. ✊

Jean-Charles Schmidt

Responsable de la commission Défense
Pour échanger avec nous : com.def@pcf.fr



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei
(directeur), Amado Lebaube,
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili,
Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr
RELECTURE: Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA